

Publié le 01 février 2013 à 11h25 | Mis à jour le 01 février 2013 à 11h25

## Québec renie sa parole, déplorent les cégeps et la FECQ



Éliane Laberge de la FECQ.  
Photothèque Le Soleil, Yan Doublet



### [Tommy Chouinard](#)

La Presse

(Rimouski) La Fédération des cégeps trouve inconcevable que Québec en vienne à renier l'entente signée en août dernier pour assurer la reprise des cours perturbés par la grève étudiante. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) déplore elle aussi ce bris d'engagement.

Elles demandent au gouvernement de payer comme promis les 31 millions de dollars liés à l'embauche de 180 professeurs qui ont prêté main-forte à leurs collègues de 13 cégeps touchés par le conflit. Le gouvernement Marois a fait savoir récemment qu'il ne versera que la moitié de la somme, 15 millions.

« On ne peut concevoir que le gouvernement du Québec ne respecte pas une entente écrite. L'entente que le ministère assume 100% de la facture. C'est écrit noir sur blanc », a soutenu vendredi le président de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, en marge de la quatrième et dernière rencontre préparatoire au Sommet sur l'enseignement supérieur. Il rappelle que les cégeps subissent des compressions de 21,5 millions pour l'année en cours.

Mercredi, il a écrit au président du Conseil du trésor, Stéphane Bédard, pour lui demander d'honorer ses engagements. Rappelons que l'entente a été conclue en août dernier entre le gouvernement Charest, la Fédération des cégeps et les professeurs de cégeps affiliés à la CSN (FNEEQ-CSN). Ces derniers sont furieux et menacent de boycotter le Sommet sur l'enseignement supérieur des 25 et 26 février. L'entente visait à assurer la reprise du trimestre d'hiver et la tenue en accéléré du trimestre de l'automne.

« L'entente n'est pas respectée, et elle devrait être », a réagi la présidente de la FECQ, Éliane Laberge. Ce qui nous préoccupe, c'est la qualité de l'enseignement qui va être affectée s'il n'y a pas ces fonds-là qui sont réinjectés dans le réseau collégial. »

Si le gouvernement Marois maintient la ligne dure, « le pire des scénarios », la Fédération des cégeps envisage des « alternatives » pour « minimiser les dommages ». Elle reluke les fameux « crédits périmés », ces sommes inutilisées en fin d'année pour diverses raisons - mais tout le monde a un œil sur ces crédits en cette ère de compressions budgétaires. Jean Beauchesne évoque également de rouvrir les conventions collectives signées en 2010 et arrivant à échéance en 2015. L'objectif serait de retarder l'embauche de personnel prévue dans ces conventions. La FNEEQ-CSN refuse d'envisager cette option et demande au gouvernement de respecter sa parole.

Le Parti libéral a condamné l'attitude du ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, envers les professeurs de cégep qui, a-t-il insisté, ont contribué à sauver les trimestres de l'hiver et de l'automne. « C'est quoi leur récompense ? C'est une claque en plein visage ! » a lancé le député Gerry Sklavounos. « Dans quel type d'endroit vivons-nous si les ententes d'un gouvernement, lors d'un changement de gouvernement, tombent à l'eau et que rien n'est respecté ? » Selon lui, les alliés traditionnels » du PQ - la FNEEQ-CSN et l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) - sont en train de le « lâcher ». Pierre Duchesne a « induit tout le monde erreur » en ne respectant pas l'entente et en écartant la gratuité scolaire alors qu'il disait que toutes les options étaient sur la table, a-t-il fait valoir.